

## À MOINS D'UN MOIS DES MUNICIPALES EN FRANCE

### Parachutes et chutes à droite

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Coup de théâtre et montée en flèche des contestations dans les rangs de la droite à moins d'un mois du premier tour des élections municipales françaises. Sous la pression de ses propres colistiers, David Martinon a retiré, hier, sa candidature de la liste UMP aux élections municipales de Neuilly. «Les conditions ne sont plus réunies pour que je mène campagne» en jetant l'éponge hier matin et en rajoutant qu'il a présenté sa démission du poste de porte-parole de l'Elysée mais que le chef de l'Etat ne l'a pas acceptée.

Petite explication : Martinon est le porte-parole de Sarkozy à l'Elysée. Il était, jusqu'à hier, le candidat propulsé par le président lui-même dans son ancien fief, la riche Neuilly, dont Sarkozy était le maire. Propulsé, parachuté dans une ville qu'il ne connaissait pas, dont il n'était pas résident, mais malgré tout Sarkozy voulait l'imposer là, pensant ainsi continuer à avoir la main sur une ville que lui-même avait mis des années à conquérir. Alors qu'il était chargé par son père d'épauler Martinon tête de liste, le fils de Sarkozy, Jean, et deux autres de ses colistiers, Marie-Cécile Ménard et Arnaud Teulié le lâchent en évoquant «un certain nombre de désaccords majeurs avec David Martinon», décidant de conduire «une liste de rassemblement», créant une confusion sans pareille au sein de la ville et plus globalement dans les rangs du parti de droite. Patrick Devedjian, le secrétaire général de l'UMP devait réunir, hier soir, ses troupes pour tenter de clarifier cette situation pour le moins ubuesque. Mais Sarkozy junior a-t-il agi seul ? A-t-il pu, sans le consentement de Sarkozy père, créer ce coup d'Etat ? De l'avis général, c'est le président lui-même qui aurait orchestré le retrait de son ancien protégé. Plusieurs raisons ont pu conduire à ce lâchage : un sondage confidentiel, publié par *le Figaro*, créditait Martinon de seulement 40% des voix des électeurs de Neuilly, face à 45% d'intentions de vote pour Jean Christophe Fromantin, candidat divers droite.

Laisser Martinon dans la course et savoir qu'il courait à l'échec, pouvait alors être considéré par les Français comme l'échec de Sarkozy lui-même. Le président, de plus en plus bas dans les sondages, ne pouvait continuer à appuyer la candidature de son porte-parole. L'autre raison relèverait du fait que Martinon a été propulsé porte-parole de Sarkozy par Cécilia qui le protégeait. Cécilia n'étant plus là, Sarkozy le lâche. Mais ce n'est pas tant ce lâchage par le président qui fait problème mais plus le rôle joué par le fils du président.

Depuis hier, les critiques ne cessent de fusiller. François Hollande, secrétaire du Parti socialiste a réagi, hier, en s'interrogeant : «Dans quelle République sommes-nous où on nomme et on renvoie les commis de l'Etat. On ne sait plus très bien qui décide» Le responsable du PS ajoute : «dans tous les cas de figure, cela déconsidère la fonction présidentielle». François Bayrou, président du MoDem, dénonce quant à lui : «Les grâces et les disgrâces de la monarchie Sarkozy, où les histoires politiques se transforment perpétuellement en histoires de famille» Et le président du MoDem de rappeler : «On ne transmet pas le pouvoir en démocratie par progéniture mâle». Cette affaire de Neuilly en a heurté plus d'un et l'on n'a certainement pas fini d'en parler.

K. B.-A.

## ELLES SONT COTÉES DEPUIS HIER

# Les créances du Trésor au secours de la Bourse d'Alger

**Même si la privatisation des entreprises publiques par la Bourse n'est pas encore à l'ordre du jour, la Bourse d'Alger se remet quelque peu de sa situation de léthargie. Cela grâce aux fonds levés par le Trésor public et transigés depuis hier, portant le volume des transactions à 300 milliards de dinars.**

**Chérif Bennaï - Alger (Le Soir)** - Hier, le siège de la Bourse d'Alger a été réhabilité pour une circonstance particulière.

En présence du ministre des Finances, Karim Djoudi, et des représentants de l'établissement financier et bancaire, le Trésor public a introduit à la cotation en Bourse des valeurs du Trésor, sous forme d'obligations assimilables du Trésor (OAT). Celles-ci au nombre de 14 lignes présentant des maturités de 7, 10 et 15 ans, pour un montant total de 145 milliards de dinars.

L'OAT étant un type de créances émis par l'Etat par voie d'adjudication sur le marché primaire des valeurs du Trésor que gère la Banque d'Algérie.

En d'autres termes, le Trésor public lève des fonds pour compenser ses besoins en financement. Ces fonds seront transigés lors de ces séances de négociation et remboursés selon leur maturité et sur la base de coupons d'intérêt.

Ces titres seront négociés par les intervenants habilités (intermédiaires en opérations de Bourse IOB et spécialistes en valeurs du Trésor) au niveau de la Bourse d'Alger, selon le mode de cotation appliqué aux autres titres de créances. Ce mode est le fixing ou à prix demandé (à la hollandaise).

Ces OAT seront négociées en Bourse à concurrence de trois séances par semaine (lundi, mardi et mercredi, de 9h30 à 12h). Le dénouement des transactions réalisées sur les

OAT se fera le lendemain de la séance de négociation au niveau du dépositaire central des titres (Algérie Clearing) qui prendra en charge la procédure de règlement/livraison. Lors de cette première séance de négociation (achat et vente d'ordres au parquet de la Bourse), quatre lignes d'OAT ont été transigées pour un volume d'échanges de 119 et une valeur de 126,56 millions de dinars.

En signalant que la valeur nominale unitaire des OAT s'élève à 1 million de dinars, une valeur toutefois appelée à diminuer avec le développement de cette opération.

### Objectif : redynamiser la Bourse d'Alger

Développé par le ministre des Finances et par le directeur général par intérim de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV - Bourse d'Alger), Mustapha Ferfera, l'objectif de cette opération est de «donner de la profondeur au marché des valeurs d'Etat, contribuer et insuffler une nouvelle dynamique à la Bourse d'Alger».

L'introduction en Bourse des OAT permettra à davantage d'investisseurs, tant institutionnels que particuliers, par la suite d'accéder à un instrument financier répondant à leurs besoins. Cela dans la mesure où ces titres souverains sont «liquides» et «sécurisés», donc peu sujets à fluctuation. Cette action s'inscrit dans le cadre du processus de réformes financières impulsées pour développer le marché des capitaux et décloisonner le marché financier.

Elle permettra aux investisseurs de bénéficier de capitaux hors le financement bancaire, à des conditions de taux et de coût moindre, et à des conditions de transparence, concurrence et sécurité accrues. Ce qui aidera la Bourse d'Alger qui fonctionne actuellement avec la cotation d'actions de sociétés (Saidal et El-Aurassi) et de quelques obligations de socié-

tés privées, de sortir un tant soit peu de sa situation de léthargie.

### La Bourse d'Alger «n'a pas mal» mais...

Une situation dont Karim Djoudi a atténué la gravité, en affirmant que la Bourse d'Alger «n'a pas réellement de mal» mais qu'elle dispose de compétences et est organisée pour accueillir des émetteurs. Avec un volume attendu en transactions de l'ordre de 300 milliards de dinars. Soit l'Etat qui vient au secours de la redynamisation de la Bourse.

Or, la privatisation d'entreprises publiques par voie de Bourse, en y introduisant au minimum 20% du capital, reste encore au stade de projet. Cette privatisation n'est pas à l'ordre du jour, contrainte quelque part par l'absence de volonté politique, même si le ministre des Finances dira qu'il peut y avoir des introductions.

En rappelant qu'a contrario des obligations, pour lesquelles la notice n'est pas exigée, la cotation des actions suppose un statut de société par actions (SPA) et que les sociétés communiquent à propos de leur situation financière et acceptent, le cas échéant, la sanction du marché.

Deux critères difficiles à satisfaire par l'ensemble des sociétés dont 85% sont des sociétés à responsabilité limitée. Et en rappelant que le développement du marché des capitaux reste encore timide, même si 160 milliards de dinars ont pu être levés durant les dernières années dans le cadre des emprunts obligataires.

Or, un compartiment obligataire qui semble patiner à l'heure actuelle, en l'absence d'un engouement plus important des opérateurs économiques, tant publics que privés, et au regard de l'insuffisant engagement des banques et établissements financiers.

C. B.

## LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION ALGÉRIENNE

### DE LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE, À LA RADIO CHAÎNE II :

# «L'ouverture du capital d'Algérie Télécom n'est pas indispensable»

**La question de la privatisation des entreprises publiques revient avec insistance dans la bouche du président de l'Association algérienne de la promotion de l'industrie, M. Mehdi Bouslama qui intervenait, hier, sur les ondes de la Chaîne 2. Il a exprimé son regret de voir les entreprises nationales de production disparaître l'une après l'autre.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Invité à exposer son point de vue sur la nouvelle stratégie industrielle mise en place par le ministère de l'Industrie, M. Bouslama affirme que celle-ci, même intéressante, reste insuffisante et incomplète, dès lors qu'elle laisse certains secteurs de production en dehors du développement souhaité.

La nouvelle stratégie industrielle ne s'appuie pas, selon l'orateur, sur la valorisation des ressources nationales.

Le secteur de l'agroindustriel est l'un des secteurs les plus importants pour la relance de l'appareil productif national, notamment par la création des chaînes de transformation des produits agricoles, mais contre toute attente, c'est ce secteur qui fait les frais, selon M. Bouslama, de la nouvelle stratégie qui ne lui accorde pas toute la place qu'il peut occuper dans le développe-

ment économique futur. Il donne l'exemple de la chaîne de transformation de la tomate qui, il y a quelques années, était très performante et aujourd'hui au bord de l'asphyxie et en voie de disparition, en raison du retrait du soutien de l'Etat.

«Nous avons, aujourd'hui, des usines de production en rouille qui vont être envoyées à la casse, si le gouvernement ne décide pas de les remettre en marche et très vite», constate M. Bouslama. Il estime que l'Etat doit approfondir la réflexion sur la stratégie industrielle et surtout réorienter les investissements vers les secteurs productifs.

«Nous avons du phosphate pour produire de l'engrais, suffisamment d'acier pour couvrir le marché national, un foncier immense pour cultiver tous les arumés..., enfin toutes les ressources pour une autosuffisance dans plusieurs produits dépen-

dant aujourd'hui de l'importation.» En une phrase, M. Bouslama recommande aux pouvoirs publics de libérer le foncier agricole aux agriculteurs, de les subventionner et de créer autour une chaîne industrielle de transformation.

Revenant à la première question de privatisation des entreprises publiques, l'orateur prône pour le maintien de la main mise de l'Etat sur les grandes entreprises publiques. «Une production et une économie nationale doivent s'appuyer sur l'Etat. Nous ne pouvons pas prétendre à un développement économique en cédant les entreprises nationales à des étrangers», dit-il en soutenant que le capital des entreprises publiques ne doit pas être ouvert à plus de 50% aux étrangers.

«Les étrangers sont ici pour ramasser de l'argent. Ce ne sont pas eux qui vont bâtir l'économie nationale», déplore-t-il.

«Il ne faut pas compter sur les investissements directs étrangers, tant que les investisseurs nationaux rencontrent des entraves et des difficultés à concrétiser leurs projets», souligne-t-il en affirmant que les investissements étrangers enre-

gistrés jusque-là ne sont pas réels. Comment ? Il explique que les investissements dans les nouvelles technologies, à l'exemple de la téléphonie mobile qui est un investissement dans les services, sont d'un rendement immédiat et profitent aux investisseurs qui transfèrent les bénéfices dans leur pays.

Évoquant la téléphonie mobile, l'orateur ne va pas sans exprimer son avis sur l'ouverture du capital d'Algérie Télécom, en signalant qu'elle n'est pas indispensable, vue la nature des services offerts par cet opérateur, basés sur les nouvelles technologies qui sont accessibles à cette entreprise par la formation des ressources humaines.

Cependant, M. Bouslama se dit favorable à l'ouverture du capital de l'entreprise Saidal qui, selon lui, a besoin d'appui et de renforcement de son investissement pour élargir son marché local.

«Ce que nous demandons, c'est des vrais investissements dans l'industrie structurante. Le code des investissements doit donner de meilleurs privilèges à ces derniers pour les attirer et les inciter à rester», préconise-t-il.

R. M.